

« Le Comité olympique est pris au piège du principe de neutralité »

L'historien de l'olympisme Patrick Clastres évoque la crainte du CIO d'une « sorte de contre-alliance sportive »

ENTRETIEN

En préfigurant, le 25 janvier, un retour des athlètes russes et biélorusses dans le giron du sport mondial, alors que les combats se poursuivent en Ukraine, le Comité international olympique (CIO) s'est attiré les foudres de Kiev et de ses soutiens. La menace d'un boycott des Jeux de Paris est désormais brandie. Pour Patrick Clastres, historien du sport et de l'olympisme, et professeur d'histoire du sport à l'Université de Lausanne, le CIO est « pris au piège » de sa neutralité.

Un boycott des Jeux de Paris vous semble-t-il possible ?

La menace d'un boycott de pays du nord de l'Europe est tout à fait crédible. Des réflexions sont en cours en Pologne, Lituanie, Danemark, Norvège, pour déterminer quelle réaction adopter si les athlètes russes et biélorusses pouvaient participer aux Jeux de Paris. Il y a des pays qui ont pâti de la présence historique de la Russie sur leurs frontières et qui craignent de la voir progresser vers l'ouest. Les pays scandinaves, eux,

ont une tradition démocratique et éthique plus forte que les pays d'Europe occidentale. Le boycott peut être un outil supplémentaire de mobilisation des consciences. Si on en reste là, on aboutirait quand même à cette situation aberrante qui veut que le pays agressé ne participe pas aux Jeux, alors que le pays agresseur et son allié y sont présents, même sous bannière neutre.

Pour quelles raisons le CIO n'exclut-il pas la Russie et la Biélorussie ?

Dans son histoire, le CIO a déjà exclu un pays : l'Afrique du Sud, de 1964 à 1992, au nom de la lutte contre l'apartheid. Mais jusqu'en 1964, il n'avait rien voulu voir. Et c'est bien parce qu'il y a eu des menaces de boycott que son président a dû céder.

Le CIO n'est pas sur une ligne éthique, il est toujours dans une pesée géopolitique de ses décisions. Pourquoi est-il capable de suspendre le Comité national olympique [CNO] du Guatemala pour des problèmes d'ingérence politique, mais n'a-t-il pas exclu le CNO russe, dont le président a

« Le CIO n'est pas sur une ligne éthique, il est toujours dans une pesée géopolitique de ses décisions »

publiquement soutenu la guerre ? On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi Thomas Bach [le président du CIO] a réagi à l'invasion de l'Ukraine et pas à celle de la Crimée...

Pourquoi a-t-il réagi cette fois ?

Il y a évidemment un effet d'échelle. Mais la Russie a aussi probablement pesé dans l'élection de Thomas Bach à la tête du CIO, en 2013. Vladimir Poutine a été le premier dirigeant à le féliciter. Or l'invasion de la Crimée s'est produite pendant les Jeux d'hiver de Sotchi, en 2014.

Avant l'invasion de l'Ukraine, les Russes avaient pris le contrôle de plusieurs fédérations internationales. Depuis une dizaine d'an-

nées, cet étau se resserrait sur Thomas Bach. A la veille du déclenchement de la guerre, la Russie disposait d'une influence bien supérieure à celle de tout autre pays. La situation s'est retournée en faveur du CIO, puisque dans le sillage des sanctions prises à l'hiver 2022, les Russes ont dû quitter ces fédérations.

Si le CIO a regagné un peu d'autonomie, pourquoi décider d'ouvrir la voie à un retour des Russes et des Biélorusses ?

La Russie est en train de constituer une sorte de contre-alliance sportive. Elle a multiplié les tentatives de compétitions avec les pays d'Europe, d'Asie centrale, la Chine ; un projet du côté des BRICS [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud] aussi. La hantise du CIO a toujours été la constitution d'entités qui lui seraient concurrentes, avec des Jeux olympiques alternatifs. C'est ce que Poutine est en train d'ébaucher et c'est peut-être cela qui fait bouger Thomas Bach.

Les fédérations internationales décideront de la réintégration des athlètes russes et biélorus-

ses. Elles avaient été promptes à suivre ses recommandations en 2022. Peut-on s'attendre au même phénomène ?

Le CIO n'a pas d'autorité pour imposer une décision aux fédérations internationales, mais rares sont celles qui sont véritablement indépendantes. Ont-elles un niveau de financement qui leur donne de l'autonomie ? Toute une série de petites fédérations ne survivent que grâce aux JO et à l'argent du CIO. Cela explique pourquoi elles ont suivi Thomas Bach. Par ailleurs, chaque fédération internationale a sa propre géopolitique : les nations les plus importantes dans chaque sport ne sont pas toujours les mêmes. L'invasion de l'Ukraine est un excellent révélateur de l'état de la démocratie dans le sport.

Thomas Bach devait se douter que sa proposition de réintégrer les Russes et Biélorusses provoquerait un tollé...

Il comptait probablement sur l'isolement de l'Ukraine, pensant qu'elle a moins de capacités à entraîner dans un boycott des Jeux de Paris des nations démocrati-

ques que la Russie en a de constituer son propre système sportif international. Si l'Ukraine boycotte les Jeux de Paris, et qu'un certain nombre de pays scandinaves et de la plaine russo-polonaise la soutiennent, le CIO sera sûrement amené à revoir sa position. Les chancelleries vont aussi devoir se positionner.

Quelle que soit la décision qu'il prendra lors de la commission exécutive du 15 février, le CIO n'est-il pas pris au piège du contexte international ?

Dès lors que l'on accepte le principe olympique de neutralité du sport, on est pris au piège de cette neutralité. Le CIO est arrivé au bout de cette logique parce qu'il ne veut pas affronter la question démocratique. Il serait simple d'édicter une règle selon laquelle un pays qui déclenche une guerre contre un autre, en violation du droit international, ne peut pas participer aux JO. Mais si le CIO le fait, il se mettra en difficulté avec l'ensemble de ses membres qui ne sont pas issus de régimes démocratiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AU. L.